

SUIVI DES MESURES DE SIMPLIFICATION
--

MESURES DE SIMPLIFICATION EFFECTIVES

Intitulé de la mesure	Réalisation
<i>Simplification de la procédure d'immatriculation au répertoire des métiers ou au registre des entreprises autorisant la DIRECCTE à procéder aux consultations du B2 du casier judiciaire des personnes souhaitant leur immatriculation</i>	Effective
<i>Suppression de l'arrêté préfectoral portant sur les quêtes sur la voie publique</i>	Depuis le 16 décembre 2011
<i>E-crédation des associations</i>	Module opérationnel
<i>Suivi des contrats des adjoints de sécurité par les SGAP</i>	Depuis le 1/1/2012
<i>Simplification de la notification des dotations aux collectivités territoriales avec l'interfaçage entre les applications COLBERT et CHORUS pour les dotations « centrales » calculées par la DGCL</i>	Depuis le 1/1/2012
<i>Dématérialisation de la procédure de changement d'adresse par internet des cartes grises</i>	Depuis le 3/1/2012
<i>Exercice du secrétariat du conseil d'évaluation des prisons par la direction interrégionale des services pénitentiaires</i>	Depuis le 23/1/2012
<i>Suppression du contrôle des actes liés à la gestion du domaine privé des collectivités territoriales</i>	Lettre DGCL 21/2/2012
<i>Allègement de la procédure de transmission de la copie d'enregistrement des syndicats professionnels et patronaux dans les entreprises</i>	Lettre DGCL 21/2/2012
<i>Suppression de la transmission, lors du contrôle de légalité, des arrêtés de délégation des fonctions d'officier d'état civil en matière de mariage aux conseillers municipaux</i>	Lettre DGCL 21/2/2012
<i>Suppression du dépôt légal des périodiques</i>	Loi du 22/3/2012
<i>Fixation du prix par arrêté du préfet de région des annonces judiciaires et légales</i>	Loi du 27/3/2012
<i>Dématérialisation des formalités de changement de cartes grises lors d'une vente entre particuliers</i>	Depuis le 26/4/2012
<i>Transfert de la compétence de classement des établissements touristiques à Atout France</i>	Décret du 7 mai 2012
<i>Suppression du carnet de circulation des gens du voyage</i>	Décision du conseil constitutionnel du 5/10/2012
<i>Suppression des autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs</i>	Depuis le 1/1/2013
<i>Simplification de la gestion des dotations générales de décentralisation au titre de la souscription des contrats d'assurance en matière d'urbanisme</i>	Décret du 21 avril 2013
<i>Suppression de la procédure de recherche dans l'intérêt des familles</i>	Circulaire du ministre de l'intérieur du 21 février 1983 abrogée par lettre-circulaire du 26 avril 2013

<i>Simplification du régime des biens de sections communaux</i>	Loi du 27 mai 2013
<i>Suppression de la déclaration préalable pour les entrepreneurs étrangers non résidents (disposition de fond du PLH entreprises)</i>	Texte du projet de loi d'habilitation portant simplification et sécurisation de la vie des entreprises voté le 9 décembre 2013 en procédure accélérée

MESURES DE SIMPLIFICATION EN COURS DE RÉALISATION

Intitulé de la mesure	Vecteur – état d'avancement
<i>Possibilité ouverte aux automobilistes de recevoir par voie électronique les informations relatives à leur solde de points</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (examen au Parlement prévu fin janvier 2014)
<i>Aménagement des procédures du certificat de capacité professionnelle à la compétence de taxi</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Organisation matérielle par le centre national de la fonction publique territoriale des élections au sein de ses instances</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Organisation matérielle par les centres de gestion de la fonction publique territoriale des élections à leurs conseils d'administration</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Organisation matérielle par les SDIS des élections des représentants des communes et des EPCI à leurs conseils d'administration</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Délivrance de l'autorisation d'organiser des loteries d'objets mobiliers par les maires dans les cas où elles sont requises</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Suppression de la transmission des budgets des EPLE aux préfetures</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Représentation de l'Etat devant les juridictions judiciaires pour le contentieux des accidents scolaires par l'autorité académique</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures

<i>Suppression de l'autorisation préfectorale pour les CCAS à contracter un emprunt</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Abrogation des commissions de conciliation relatives aux transferts aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Fusion des commissions police et gendarmerie nationales compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Suppression du régime des voitures de petite remise</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Réception par le maire de la déclaration des manifestations sportives se déroulant sur la voie publique à l'intérieur du territoire de sa commune et ne comportant pas la participation de véhicules à moteur</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Allègement de la surveillance des opérations de fermeture des cercueils</i>	Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances des mesures de simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
<i>Alignement du régime des ventes en liquidation sur celui des ventes au déballage (déclaration préalable auprès du maire)</i>	Texte du PLH entreprises voté le 9 décembre 2013 en procédure accélérée
<i>Réception des déclarations d'ouverture de ball-trap par les maires</i>	Texte du PLH entreprises voté le 9 décembre 2013 en procédure accélérée
<i>Prise en charge de la délivrance de la carte d'agent immobilier par les chambres de commerce et d'industrie territoriales</i>	Intégrée au projet de loi accès au logement et urbanisme rénové en cours d'examen au Parlement
<i>Extension de la durée de validité de la carte nationale d'identité à 15 ans</i>	Projet de décret prêt pour une entrée en vigueur de la mesure au 1/1/2014
<i>Simplifications en matière de titres de séjour (développement des cartes pluriannuelles pour certaines catégories d'usagers, information par SMS du demandeur sur la disponibilité de son titre, ajustement des délais dans lesquels doit être effectuée une demande de renouvellement)</i>	Relèvera d'un projet de loi spécifique préparé par la direction générale des étrangers en France en 2014
<i>Réduire de deux à un an l'expérience professionnelle dont les opérateurs funéraires doivent justifier pour pouvoir bénéficier d'un renouvellement d'habilitation pour une durée de six ans</i>	Décret portant diverses mesures de simplifications en cours de préparation
<i>Supprimer l'intervention des préfetures dans la procédure d'agrément des organismes de formation des élus locaux</i>	Décret portant diverses mesures de simplifications en cours de préparation

<i>Evaluation du comportement des chiens dangereux : gestion de la liste par l'ordre régional des vétérinaires</i>	Décret portant diverses mesures de simplifications en cours de préparation
<i>Instruction de l'agrément de maître-restaurateur par les DIRECCTE</i>	Décret portant diverses mesures de simplifications en cours de préparation
<i>Délivrance des attestations de détention du permis de chasser en cas de perte du permis par l'ONCFS</i>	Travaux en cours en vue de la modification de l'arrêté ministériel du 27 août 2009
<i>Allègement de la tâche des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité</i>	Réalisé pour partie par modification de l'arrêté ministériel pour la périodicité des visites, intégré pour partie sur la modification du décret du 8 mars 1995 au décret portant diverses mesures de simplification en cours de préparation
<i>Transfert aux chambres de commerce et d'industrie des missions relatives aux revendeurs d'objets mobiliers en établissement fixe</i>	Deux décrets MI en préparation : un pour le registre des brocanteurs et celui des métaux ferreux, le second pour les photos des biens mobiliers onéreux en lien avec la Culture
<i>Télédéclaration des statuts des associations (modules e-modification et e-dissolution)</i>	En cours de mise en œuvre sur le premier semestre 2014
<i>Suppression du visa du contrôleur financier ou, à défaut, son relèvement pour certaines dotations</i>	Modification de l'arrêté interministériel 26 janvier 2006 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'intérieur sollicitée auprès de la direction du budget et de la DGFIP
<i>Transfert aux collectivités et aux centres de gestion des missions de secrétariats des comités médicaux et des commissions de réforme pour la totalité des agents de la FPT</i>	Préparation d'une circulaire
<i>Exercice de la délivrance par les maires des récépissés portant déclaration de lâchers de ballons</i>	Préparation d'une circulaire rappelant la répartition des attributions du maire et du préfet dans le cadre des articles L.211-1 et suivants du code de la sécurité intérieure
<i>Dématérialisation du paiement des titres</i>	Travaux en cours
<i>Commissions médicales : renforcement du rôle des médecins de ville (extension de la réforme entrée en vigueur en septembre 2012)</i>	Travaux en cours
<i>Confier l'agrément des contrôleurs de la mutualité sociale agricole à d'autres acteurs</i>	Travaux en cours
<i>Alléger la tâche des préfetures sur la gestion de diverses élections professionnelles</i>	Travaux en cours
<i>Confier la procédure d'instruction et d'attribution des bourses scolaires et des aides à la formation professionnelle pour les rapatriés à d'autres acteurs</i>	Prévue par le CIMAP du 17 juillet (décision 11) avec la mise en place à venir d'un guichet unique monde combattant – harkis – rapatriés autour des ONAC
<i>Allègement dans le domaine de la procédure de mise sous contrat des classes préparatoires dans les lycées privés par</i>	Préparation d'une circulaire conjointe MI-MEN

<i>l'inspection académique (en cas de changement d'affectation d'un directeur)</i>	
<i>Simplification de la procédure de saisine des décisions judiciaires relatives au permis de conduire</i>	Prévue dans le cadre de FAETON
<i>Mise en ligne des affiches électorales sur le SIT / TERRITORIAL</i>	Préparation d'une circulaire
<i>Dématérialisation de l'envoi par les communes des copies des listes électorales par les préfetures</i>	Préparation d'un arrêté ministériel pour les élections municipales de 2014
<i>Exercice de la mise sous pli électorale par des sociétés privées ou des organismes professionnels</i>	Préparation d'une instruction aux préfets
<i>Gestion de la procédure de passation de marchés de commande des bulletins de vote pour les élections présidentielles par les préfetures de région</i>	Incitation par circulaire à l'horizon de la prochaine présidentielle
<i>Alignement du remboursement de la propagande électorale selon un tarif unique régional</i>	A mettre en œuvre par décret
<i>Effectuer les commandes de procès-verbaux et d'affiches réglementaires au niveau national</i>	Appel d'offres national préparé par le bureau des élections
<i>Créer une dotation forfaitaire à destination des communes pour la révision des listes électorales</i>	Révision par voie de circulaire
<i>Rationaliser les indemnités versées aux grands électeurs appelés à voter aux élections sénatoriales</i>	A mettre en œuvre par décret
<i>Simplifier les procédures de saisie des données relatives aux candidats dans l'application « Périclelès » de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP)</i>	Mise en place début 2014
<i>Mise en œuvre d'expérimentations régionales portant diverses mesures de simplification des procédures environnementales (autorisation unique, certificat de projet, OIEE) et dans le domaine économique en faveur des entreprises</i>	Texte du PLH portant simplification et sécurisation de la vie entreprises voté le 9 décembre 2013 en procédure accélérée, démarrage des expérimentations entre fin octobre 2013 et le 1 ^{er} mars 2014

MESURES ABANDONNEES OU SUSPENDUES

Intitulé de la mesure	Etat
<i>Transfert aux notaires de la formalité de déclaration de création, de modifications statutaires ou de dissolutions des associations syndicales libres</i>	Mesure disjointe du PLH justice et affaires intérieures
<i>Allègement des règles de versement du FCTVA</i>	Mandat abandonné
<i>Exercice de la répartition du paiement des amendes de police par le conseil général</i>	Mandat suspendu
<i>Transfert aux départements du suivi des associations foncières constituées suite à un remembrement</i>	Mandat abandonné
<i>Suppression de la délivrance des agréments des régisseurs municipaux pour l'encaissement des amendes de l'Etat</i>	Mandat abandonné
<i>Alléger la procédure de délivrance de l'autorisation des tombolas par les maires au moyen d'une déclaration (mettre fin au régime d'autorisation)</i>	Mandat abandonné
<i>Suppression de la commission départementale d'aménagement commerciale (CDAC)</i>	Mandat abandonné
<i>Exercice par le bureau du service national de la gestion des déclarations des ressortissants franco-algériens et franco-suisses ne souhaitant pas effectuer leur service national en Algérie ou en Suisse</i>	Mandat abandonné
<i>Simplification des demandes d'enquêtes de moralité par le chef d'établissement pénitentiaire pour certaines autorisations de visites aux détenus</i>	Mandat abandonné
<i>Simplification de la procédure de recouvrement des créances dans le domaine des pensions alimentaires</i>	Mandat suspendu
<i>Simplifications liées la mise en place d'une carte nationale d'identité électronique</i>	Mandat suspendu